



## Mobilité : la direction se moque de vous

**Obsédée par sa volonté de faire des économies, la direction tombe les masques et ne fait même plus semblant d'écouter les salariés de l'AFP sur le sujet fondamental de la mobilité.**

Lors du Comité social et économique (CSE) du 23 mai, la direction a annoncé qu'elle ne reprendrait pas les discussions très attendues dans la rédaction avec les syndicats sur la mobilité, au point mort depuis la grève historique de juin 2024 à son sujet, notamment concernant la suppression année après année des postes dits "Siège" ouverts à l'expatriation.

La proposition du directeur général lors d'une récente réunion sur l'expatriation, de discuter du maintien au niveau actuel – plus que 40 postes seulement ! – d'un socle minimal de postes de journalistes texte francophone non encadrants a même fait pschitt.

Pour justifier cette décision brutale, la Directrice des Ressources Humaines a accusé les syndicats de vouloir "le statu quo", et prétendu que dans ces conditions, il n'y aurait rien à négocier.

Les journalistes qui attendaient des changements dans les règles de mobilité, notamment en France où la frustration est toujours plus grande dans les bureaux, en sont pour leurs frais.

Pour rappel, toutes les enquêtes à ce sujet montrent un mal-être chez des journalistes en région, qui voudraient rester plus longtemps en poste ; tout comme chez des journalistes au siège (notamment JRI et photographes) qui voudraient au contraire bouger plus et se sentent coincés.

### Rupture de confiance

On se rend surtout compte qu'il y a un deux poids, deux mesures en termes de mobilité au sein de l'AFP : comment accepter l'intransigeance de certains dirigeants concernant la mobilité en France alors qu'eux-mêmes ne la respectent pas ?

Disons-le clairement : c'est **une rupture de confiance**. L'aboutissement d'une dégradation constante, depuis un an, du dialogue social à l'Agence.

Pour rappel, en 2024, la direction avait tenté, lors d'un "chantier mobilité" d'abord axé sur l'étranger (la mobilité en France n'ayant jamais été une priorité pour elle), de nous faire avaler une réforme de la mobilité internationale, qui consistait à multiplier les postes en statut local et régional au détriment des postes d'expatriés. Avec bien entendu un moins-disant social, terme que réfute la direction qui, à longueur de réunions, n'arrête pas de répéter aux élus du personnel que les conditions à l'AFP "sont très bonnes" et que nous n'avons aucune raison de nous plaindre. Quand on gagne 10.000 euros par mois sans doute, ce qui n'est pas le cas de l'immense majorité des salariés de l'agence ! D'un côté on explique aux salariés qu'il faut absolument rogner sur les « avantages » de dix producteurs expatriés parce que ça coûte cher et que l'agence n'aurait plus les moyens de ses ambitions. Alors pourquoi ne le ferait-on pas sur les dix plus gros salaires également ?

La rédaction s'était mobilisée dans une grève historique pour sauver ce réseau d'expatriés, atout fondamental de l'Agence.

La direction s'était alors engagée à maintenir, pendant un an, le nombre de postes ouverts à l'expatriation à 151. Résultat des courses : à l'été 2025, **elle en aura supprimé dix.**

Non seulement elle ne tient pas ses engagements, mais elle accélère le rythme. Et elle cache à peine sa volonté de continuer pour faire des économies et réduire à peau de chagrin un réseau qui a fait la force de l'AFP, permettant à plusieurs générations de journalistes d'enrichir leur expérience au service de la copie. Sans oublier que de nombreux journalistes ont intégré l'agence, attirés notamment par les possibilités de partir en poste à l'étranger à plusieurs reprises dans une carrière, notamment comme reporter, et pas seulement comme encadrant.

Pour la direction, "150-140 postes" de statut siège hors de France représentent bien peu au regard de l'ensemble des effectifs dans le monde : "ce n'est pas l'ADN de l'AFP", estime-t-elle.

**C'est donc une double casse : outre celle de la confiance envers le personnel – et ses représentants –, et celle de la culture de l'AFP.**

**Nous disons STOP ! Arrêtez la casse !**

**Le SNJ-CGT**

**Paris, le 26 mai 2025**